

# TROIS QUESTIONS SUR L'ALLOCATION UNIVERSELLE

**Plus d'indemnités pour les chômeurs, plus de retraites pour les pensionnés... Mais en contrepartie, chaque citoyen recevrait 1.000 euros par mois, à vie. *Win for life* pour tout le monde ou dangereuse utopie?**

C'est un débat qui vous passionne. Sur le site de *Moustique*, depuis un mois, l'info a suscité un raz-de-marée de commentaires, de débats, de partages... Le nouveau gouvernement finlandais versera à chacun de ses citoyens un revenu de 1.000 euros mensuels. À vie, sans distinction d'âge, de sexe ou

## 1 D'OÙ VIENT L'IDÉE?

C'est d'ailleurs la première curiosité de ce projet d'allocation universelle (AU), aussi appelée revenu de base: il ne s'apparente à aucun courant politique. Son origine reste confuse. Le premier concept qui s'en approche apparaît chez les utopistes anglais et français du XVI<sup>e</sup> siècle. Dans une forme plus moderne, l'idée émerge en Europe, dans les années 70 et 80. Notamment en Belgique, où un groupe constitué autour de l'économiste et philosophe Philippe Van Parijs donne naissance à ce qui deviendra un réseau mondial, le Basic Income Earth de revenus. Ceux qui le désireront pourront compléter ce revenu avec leur activité professionnelle. Ils seront simplement plus riches d'un milliard d'euros. Et on espère bien qu'ils l'utiliseront pour relancer la consommation et la croissance. Les autres pourront, sans aucune forme de pression des autorités, se contenter de cette allocation pour mener le projet qu'ils souhaitent. Et on espère bien qu'ils seront plus heureux.

Network (BIEN). Roland Duchâtelet, milliardaire et ancien propriétaire du Standard de Liège, également fondateur du parti politique Vivant, en est l'un des plus fervents partisans.

Aujourd'hui, on compte sept Prix Nobel d'économie à s'être rangés derrière cette proposition. Certains résolument à droite, d'autres beaucoup plus à gauche. Beaucoup d'économistes y voient une façon de relever le défi impossible posé au plein emploi par la destruction massive de jobs par la robotisation, la numérisation et les délocalisations. Des libéraux avancent en outre que la mesure stimulerait l'innovation et la création d'entreprises. Assuré par un tel filet

Travailler deviendrait ainsi un choix de vie. Et aussi étonnant que cela puisse paraître, d'autres nations européennes pourraient emboîter le pas à la Finlande. En Espagne, par exemple, où le mouvement alternatif Podemos y songe sérieusement. Aux Pays-Bas, à Utrecht, où un projet pilote est en cours. Ou en Suisse, où les citoyens seront amenés à se prononcer sur la question d'un revenu de base de... 2.000 € en 2016.

de sécurité, chacun pourrait prendre le risque d'entreprendre. Les libéraux, eux, y voient l'occasion d'échapper à la tyrannie du travail, chacun pouvant s'adonner à ses passions plutôt qu'à s'abrutir dans un emploi strictement alimentaire. Certains écologistes, de leur côté, y trouvent un moyen de lutter contre le chômage qui ne passe pas par la production et la création d'emplois à tout crin, fût-ce au détriment de l'environnement. Des progressistes, enfin, espèrent sortir d'un certain paternalisme propre à l'État providence. Ce revenu étant versé sans conditions ou comptes à rendre, finies, la chasse et la stigmatisation des chômeurs. Mais aussi la honte de ne pas occuper un emploi.

## 2 COMMENT ON LA PAIE?

Qu'on ne se fasse pas trop d'illusions, l'économie belge n'est pas celle de la Finlande et encore moins

celle de la Suisse. Selon Philippe Defeyt, président du CPAS de Namur et partisan de longue date de la mesure, il faudrait plutôt tabler chez nous sur 200 euros mensuels par jeune de moins de 18 ans et 500 euros par adulte. Ce qui coûterait déjà 60 milliards à l'État...

C'est évidemment la première objection opposée aux partisans du revenu de base: aujourd'hui, en Belgique, une partie de la population touche l'une ou l'autre allocation (chômage, allocations familiales, pensions, etc.). Comment passer à un modèle qui devrait financer un revenu versé par l'État à toute la population? Et quid du cas particulier des retraités ou des chômeurs? L'AU est censée remplacer tous les revenus sociaux existants. Mais on voit mal les pensionnés, par exemple, se contenter d'une allocation moindre que celle qu'ils touchent aujourd'hui comme retraite, eux qui n'ont pas le loisir de trouver des revenus de complément sur le marché du travail.

Le revenu universel n'est pas un projet clé en main. Pour les pays qui l'adopteraient, tout reste à négocier. Et la façon de financer l'AU, ainsi que le montant accordé, variera fortement selon les ressources économiques disponibles, les partis au pouvoir, les éventuelles résistances au changement, etc. Cependant, on peut tout de même évoquer quelques pistes. Quel que soit le montant de l'AU sur lequel on s'accorderait, l'impôt resterait la principale source de financement, éventuellement couplé à une hausse de la TVA.

Mais c'est surtout du côté des économies que l'AU permettrait de réaliser que l'on mesure son côté révolutionnaire. En premier lieu, les allocations de chômage disparaîtraient. Mais aussi l'énorme travail administratif consistant à calculer qui aurait droit à tel ou tel type d'aide d'État. Plus besoin, non plus, de s'escrimer à surveiller et traquer

ceux qui "profiteraient du système". C'est justement le principe de l'AU: tout le monde profite du système. Et les plus optimistes vont même plus loin. Selon eux, une fois accordé à tout le monde, le revenu de base ferait économiser certaines dépenses en soins de santé ou en répression de la délinquance, puisqu'ils sont les corollaires d'une misère sociale qui aurait en partie disparu.

## 3 MAIS AU FOND, QUI EST CONTRE?

L'allocation universelle, c'est la liberté d'arrêter de travailler. Quitte à vivre modestement. "La folie des glandeurs" raillait un caricaturiste français: si une trop grande proportion de la population décidait de se la couler douce, ceux qui resteraient à leur poste ne suffiraient plus, via leurs impôts, à financer la mesure. Sauf que, au cours des expériences déjà menées à l'échelle locale depuis les années 70, aux États-Unis, au Canada, en Namibie ou en Inde, peu de bénéficiaires ont opté pour l'oisiveté. Chez nous, c'est la KUL qui a mené une enquête en 2004 auprès... des gagnants du *Win for life*, qui touchaient 1.000 euros par mois. Sa conclusion: "*Rien n'indique que les bénéficiaires d'un revenu de base cessent massivement de travailler*".

Autres sceptiques, les syndicats. Pour eux, l'AU est un double renoncement. Face à l'idéal du plein emploi, d'abord, qu'on renoncerait à atteindre faute de courage politique. À l'égard des plus démunis, ensuite, après le détricotage de la sécurité sociale: on passerait d'un modèle basé sur la concertation à un système basé sur la charité automatique. Donnons quelques miettes aux pauvres pour éviter qu'ils ne cassent tout... *Win for life* pour tout le monde? Oui, au risque de devenir scandalementement "riche".

✘ Jean-Laurent Van Lint